

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Les approximations de François Hollande

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 19 avril 2016

Démocratie & Socialisme

Le jeudi 14 avril, François Hollande s'exprimait sur le plateau de l'émission « Dialogues citoyens », pendant 90 minutes, ce qui faisait beaucoup pour un « Président normal ». Les citoyens qui l'interrogeaient avaient été triés sur le volet : un agriculteur et une militante de FO, sans doute jugés trop pugnaces, avaient été évincés.

Cette émission a retenu l'attention de fort peu de gens et les médias, le lendemain, insistaient surtout sur le fait que le Président de la République était inaudible et donnait l'impression d'habiter sur une autre planète... Il paraît difficile, cependant, de laisser passer toutes les approximations qu'il a énoncées sur le thème de « *La France ne va pas bien, mais elle va mieux* ».

Il y a plus de croissance !

7 ans après le déclenchement de la crise économique provoquée par la crise bancaire de 2007-2008, la croissance économique a atteint le taux faramineux de 1,1 % ! Y a-t-il vraiment de quoi pavoiser, surtout quand le FMI prévoit un taux de croissance identique en 2016 ?

Cette croissance est poussive, alors qu'il n'est possible de commencer à faire reculer le chômage que si elle atteint 1,6 à 1,7 %. Le nombre d'emplois créés dépasse les 100 000 détruits en 2015, mais rien n'est dit sur la nature de ces « emplois » et ce nombre ne permet pas, de toute façon, de compenser celui des jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

La reprise est fragile. Elle tient à des facteurs que notre pays ne maîtrise pas : la baisse de la valeur de l'euro par rapport au dollar, la baisse du baril de pétrole brut. Elle ne progresse pas en raison de l'augmentation des exportations ou de la reprise des investissements des entreprises, mais en raison d'une légère augmentation de la consommation des ménages, particulièrement instable. La croissance est toujours entravée par la volonté de diminuer, avant toute chose, les déficits publics en réduisant la dépense publique, et d'augmenter les marges bénéficiaires des entreprises notamment en refusant tout coup de pouce au Smic.

Il y a moins de déficit !

Là encore, il a fallu 4 ans, depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande, pour que le déficit public commence à diminuer, très progressivement. La politique du « d'abord réduire les déficits » a produit exactement l'inverse de l'objectif affiché, en étouffant la croissance et en entravant, du même coup, la réduction du déficit public. Les 3 %, en ce qui le concerne, devaient être atteints fin 2013 ; ils le seront peut-être fin 2016 ou fin 2017. Pas vraiment, là encore, de quoi pavoiser, car ce sont les plus fragiles qui en ont pâti. Ils continueront à pâtir de la diminution de 21 milliards des dépenses de Sécurité sociale, de 19 milliards de dépenses de l'État et de 10 milliards de dépenses des collectivités locales. Tous ceux qui ne peuvent pas faire appel à des services privés pour remplacer les services publics défaillants, faute de financement, l'ont payé au prix fort.

La dette publique a continué à augmenter et le paiement de ses intérêts vient tous les ans grossir le patrimoine des rentiers, ceux dont François Mitterrand disait qu'« ils s'enrichissaient en dormant ». Pas de quoi pavoiser, là non plus.

Il y a plus de compétitivité et plus de marges pour les entreprises !

Il est difficile de voir en quoi la progression des marges bénéficiaires des entreprises est une bonne nouvelle. Cette progression s'est faite au détriment des salariés, de leurs rémunérations et de leurs conditions de travail. Le projet de loi El Khomri a pour objectif d'aller encore plus loin en réduisant à la portion congrue les moyens de résistance du salariat.

Les entreprises ne sont pas plus « compétitives » pour autant. La France continue à importer plus qu'elle n'exporte, malgré la baisse de l'euro. Le CICE et le pacte de responsabilité n'ont pas servi à améliorer les investissements. Les investissements des entreprises industrielles ont diminué de 4 % en 2013 et de 3 % en 2014. L'augmentation des marges des entreprises n'a servi qu'à augmenter les salaires des dirigeants (chez PSA par exemple), et les dividendes des actionnaires.

Plus de pouvoir d'achat pour les salariés !

Le pouvoir d'achat MOYEN des salariés a très légèrement augmenté au cours des quatre dernières années. Mais cette augmentation a été inférieure à celle de la productivité du travail. L'exploitation des salariés a donc augmenté et explique, avec les largesses sans contrepartie du CICE et du pacte de responsabilité accordées au patronat, l'augmentation de la marge bénéficiaire des entreprises. Une augmentation en moyenne, là aussi, car plus de 63 000 entreprises ont disparu en 2015 (1 % de plus qu'en 2014).

Les impôts ont diminué !

Là encore, il s'agit d'une moyenne.

Les sommes collectées par l'Etat grâce à l'impôt sur le revenu a légèrement augmenté puis diminué d'à peu près autant. Sa progressivité a diminué avec la suppression de la part à 75 %. Cet impôt ne concerne que 50 % des habitants de notre pays, les autres 50 % n'étant pas assujettis à cet impôt. Il ne permet à l'État que de recueillir 77 milliards d'euros (19,7 % du total des prélèvements fiscaux).

La TVA, l'impôt le plus injuste puisqu'il frappe du même taux d'imposition le PDG et le titulaire du RSA, permet à l'État d'engranger 196 milliards d'euros par an (50,5 % du total des impôts). Les sommes collectées sont restées stables.

Les seuls impôts qui ont réellement diminué sont ceux des entreprises, en particulier ceux des grandes sociétés. Y avait-il de quoi pavoiser ?

François Hollande a également souligné la baisse des « prélèvements obligatoires ». Ces prélèvements incluent les cotisations sociales payées par les employeurs. Faut-il vraiment se féliciter de cette diminution qui fragilise notre système de protection sociale ?

La courbe du chômage ne s'est pas inversée

C'est le moins que l'on puisse dire.

François Hollande se retranche derrière le taux de chômage du Bureau international du travail qui mesure le nombre de personnes n'ayant pas travaillé, même une heure, la semaine précédente. Ce taux ne permet pas de mesurer la réalité du chômage aujourd'hui. Cette réalité ne se réduit pas aux personnes ayant un travail à temps plein mais inclut tous ceux qui sont en formation, qui n'ont qu'un petit boulot, un travail saisonnier, un travail à temps partiel et qui sont à la recherche d'un travail à temps plein.

Pour apprécier dans toute son étendue la réalité du chômage en France, il faut prendre en compte l'ensemble des inscrits à Pôle emploi, dans les catégories A, B, C, D et E. Le bilan de François Hollande dans ce domaine crucial est accablant. Depuis mai 2012 et pour la France entière, le nombre de chômeurs de la catégorie A a augmenté de 688 500 (de 3 163 900 à 3 852 400). Dans le même temps, celui des catégories A, B, C, D et E a augmenté de 1 236 900 (de 5 257 200 à 6 494 100). C'est pourtant sur ce bilan que François Hollande demande à être jugé. Qui peut croire qu'en 6 mois, il pourrait diminuer de 700 000 le nombre de demandeurs de la catégorie A et de 1,3 million celui de l'ensemble des catégories de Pôle emploi ?